

Que sait-on du massacre de Kitchanga ?

En pleine rébellion du M23, fin février 2013, des affrontements éclatent entre l'APCLS (Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain, groupe armé d'ethnie hunde hostile aux rwandophones) et le 812^e régiment des FARDC. À la tête de ce régiment, le colonel François Safari Mudahunga, dit « Delta Mike ». Son adjoint n'est autre que le lieutenant-colonel François Muhire Sebasonza. Tous deux sont des proches de Bosco Ntaganda, l'officier de l'armée congolaise à l'origine de la rébellion du M23 (craignant d'être arrêté par la Cour pénale internationale pour des crimes commis en Ituri pour lesquels il était déjà formellement inculpé, Bosco Ntaganda a fait défection de l'armée congolaise, entraînant des dizaines d'anciens compagnons d'armes derrière lui).

À Kitchanga, tout commence par l'assassinat, le 16 février 2013, du responsable des opérations de l'APCLS par une patrouille mixte police-armée. En représailles, une cinquantaine de combattants de l'APCLS attaque l'une des positions du 812^e régiment sur une colline. Mais l'affrontement entre les combattants de l'APCLS et les militaires du 812^e régiment tourne au massacre des civils, majoritairement hundes, accusés de soutenir l'APCLS.

La justice militaire congolaise a exclu qu'il puisse s'agir de simples affrontements. Elle n'a recensé que 12 militaires et 5 rebelles APCLS tués. Parmi les civils, elle a dénombré 206 décès par balles, 191 blessés. Et pour ce qui est des biens matériels, 222 actes de pillages et 206 maisons brûlées. Il s'agit d'une enquête approfondie. 465 personnes ont été entendues.

Le groupe d'experts des Nations unies sur le Congo a consacré un chapitre de son rapport de juillet 2013 aux événements de Kitchanga. Il présente ce massacre comme le résultat d'une opération d'intégration ratée de groupes armés au sein des FARDC. En 2013, l'état-major du Nord-Kivu a décidé d'intégrer quelque 300 combattants de l'APCLS dans ses rangs. L'intégration de l'APCLS n'est pas du goût du 812^e régiment, majoritairement rwandophone, qui a peur de perdre le contrôle de la localité. Quand l'APCLS attaque l'une de ses positions, le colonel Mudahunga appelle ses hommes à massacrer des civils hundes à Kitchanga.

« Le Groupe d'experts a obtenu une déclaration enregistrée dans laquelle Mudahunga donnait à ses officiers l'ordre de « tuer n'importe qui à Kitchanga. (...). Il considérait que tous les Hundes étaient des partisans de l'APCLS. »

Extrait du rapport du groupe d'experts de l'ONU sur le Congo 2013 – pages 28, sections 124

http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2013/433

Les experts onusiens accusent les hommes du 812^e régiment, non seulement d'avoir pris une part active dans le massacre, mais aussi de l'avoir facilité en amont en fournissant des armes à des milices rwandophones, également accusées.

« Un ancien officier du M23 et deux officiers de l'armée congolaise opérant sous les ordres de Mudahunga ont indiqué au Groupe d'experts que, le 24 février 2013 [avant les premiers incidents], à la fois Mudahunga et Muhire avaient distribué des armes à des jeunes et des éleveurs de troupeaux rwandophones à Kitchanga et dans le camp de déplacés voisin à Kahe et les avaient incités à attaquer les Hundes. » Extrait du rapport du groupe d'experts de l'ONU sur le Congo – page 28, section 122

http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/2013/433

© Sonia Rolley

